

Politique appliquée en matière d'antidopage en 2024 - Géorgie

Politique appliquée en matière d'antidopage en 2024 - Questionnaire - Modifié -
Modifié 0.3

Objectif :

Afin de se conformer aux exigences de l'article 9 de la Convention contre le dopage, les États parties sont invités à soumettre des informations au Conseil de l'Europe via un questionnaire annuel en ligne sur la politique antidopage pour l'année 2024.

Instruction :

Pour des instructions générales, veuillez sélectionner les liens de documentation en haut de la page.

Pour des instructions spécifiques, veuillez noter que chaque question dispose d'outils d'aide supplémentaires - réponses précédentes et informations spécifiques liées à cette question.

Si vous rencontrez des problèmes qui vous empêchent de remplir le questionnaire, veuillez nous envoyer un courriel à l'adresse suivante: sport.t-do@coe.int.

Questions :

1. Nombre d'athlètes

Veuillez donner une estimation du nombre des athlètes que compte votre pays dans chacune des catégories suivantes :

athlètes aux derniers Jeux olympiques d'été

Valeur numérique minimale autorisée : 0

[29]

[] Donnée indisponible

athlètes aux derniers Jeux olympiques d'hiver

Valeur numérique minimale autorisée : 0

[9]

[] Donnée indisponible

athlètes aux derniers jeux paralympiques d'été

Valeur numérique minimale autorisée : 0

[14]

[] Donnée indisponible

athlètes aux derniers jeux paralympiques d'hiver

Valeur numérique minimale autorisée : 0

[1]

[] Donnée indisponible

athlètes faisant partie du groupe cible de sportifs soumis aux contrôles (RTP) de votre ONAD

[24]

[] Donnée indisponible

2. Listes de dopage supplémentaires



Aux fins de restreindre la disponibilité de substances dopantes existe-t-il d'autres listes de substances officiellement adoptées en plus de la liste des interdictions adoptée par l'AMA?

() Oui, veuillez préciser :

(X) Non

3. Lois antidopage



Votre pays dispose-t-il d'une législation antidopage en plus de sa ratification à la Convention antidopage?

[] Loi antidopage

[X] Autres types de normes nationales ou régionales, y compris des articles d'une loi relative au sport ou des décrets, veuillez préciser

:On Amendments to the Law of Georgia on Sports

[] Non

Pièces-jointes

 On Amendments to the Law of Georgia on Sports.pdf

4. Organisation nationale antidopage (ONAD)



Quel est le statut juridique de votre organisation nationale antidopage ? Veuillez télécharger les statuts, si possible

() Autorité publique

(X) Organisation non gouvernementale

() Entité légale régie par le droit privé

() Comité national olympique agissant en tant qu'ONAD.

() Fondation

() Autre, veuillez préciser :

Pièces-jointes

 Extract from Registry. B21120308.pdf

5. Financement du programme antidopage



Quel a été le budget annuel de l'ONAD pour l'année civile 2024 (ou autre période de 12 mois, le cas échéant) ?

Valeur numérique minimale autorisée : 0

[480000] montant en euros (estimation)

[] Donnée indisponible

6. Sources de financement



Comment l'ONAD est-elle financée ? Veuillez choisir toutes les réponses qui s'appliquent et indiquer une estimation en pourcentage :

[] Gouvernement 76%

[] Comité national olympique (CNO) 18.4%

☐ Autres organisations sportives 3.4%

☐ Paiement à l'acte 1.4%

☐ Secteur privé 0.1%

☐ Autre 0.7%

7. Répartition du financement

Quel pourcentage du budget annuel de l'ONAD est consacré aux programmes de base suivants ?

☐ 17.9] Coûts de personnel (à l'exclusion des frais de personnel pour les prélèvements d'échantillons

☐ 40] Contrôles (y compris les frais d'équipement, de transport et de personnel chargé du prélèvement des échantillons)

☐ 11.5] Analyse de l'échantillon (y compris le document technique pour l'analyse spécifique au sport, les frais de l'unité de gestion des passeports des athlètes, les frais de conservation de l'échantillon, les analyses supplémentaires et complémentaires)

☐ 3.1] Collecte de renseignements et enquêtes

☐ 2.1] Gestion des résultats/juridique

☐ 4] Éducation

☐ 1.4] Recherche

☐ 0] Autorisations d'usage à des fins thérapeutiques (AUT)

☐ 20] Autre, veuillez préciser (par exemple, administration, frais d'entretien)

☐ Donnée indisponible

8. Budget du sport

Quel est le montant alloué au sport dans le budget de l'État au sein du ministère national chargé des sports pour l'année 2024 (ou autre période de 12 mois le cas échéant) ?

☐ 100000000] montant en Euro (estimation). Commentaire, le cas échéant

☐ Donnée indisponible

9. Restriction du financement public en direction des organisations

Le financement public est-il refusé aux organisations qui ne respectent pas les règlements antidopage et les instruments juridiques connexes ?

☒ (X) Oui, tout financement est refusé

☐ () Un montant limité de financement est retenu

☐ () Aucune implication financière

☐ () Information non disponible / Commentaire

10. Restriction du financement public des individus

L'aide financière au sport fournie par les autorités publiques est-elle refusée aux athlètes ou au personnel d'encadrement des athlètes interdits au cours de leur période de suspension ?

- (X) Oui, tout le financement est refusé
- () Un montant limité de financement est retenu
- () Non
- () Sans objet (aucune aide financière liée au sport n'est accordée par les pouvoirs publics aux athlètes ou au personnel d'encadrement)
- () Information non disponible / Commentaire

11. Activités de l'ONAD

Sous-traitez-vous une partie de votre programme antidopage à un tiers délégué (p. ex. des fournisseurs de services, instances chargées du prélèvement des échantillons, une autre ONAD) ?

- () Oui, veuillez préciser :
- (X) Non

12. Certification de la qualité

Votre ONAD ou une partie de ses procédures est-elle certifiée selon une norme de qualité (telle que l'ISO ou tout autre système de certification de la qualité) ?

- () Oui, veuillez préciser la norme, son champ d'application et sa validité
- () En cours
- (X) Non

13. Personnel de l'ONAD, membres des comités et autres spécialistes de la lutte contre le dopage

Veuillez indiquer le nombre de membres du personnel de l'ONAD, de membres de comités et d'autres spécialistes de la lutte contre le dopage qui participent à la coordination et à la gestion de vos programmes antidopage (à l'exception du personnel chargé du prélèvement des échantillons)..

Valeur numérique minimale autorisée : 0

[5] personnel à temps plein

[4] personnel à temps partiel

[18] membres des comités (y compris, mais sans s'y limiter, les membres des instances disciplinaires, du comité de l'ONAD, de l'AUT, l'éducation, la localisation, les comités scientifiques, les athlètes, les commissions d'appel, d'éthique et/ou autres)

[0] autres spécialistes, veuillez décrire

[] Donnée indisponible

14. Nombre du personnel chargé du prélèvement des échantillons

Si votre ONAD agit en tant qu'autorité de prélèvement des échantillons, combien de personnes sont-elles impliquées dans le prélèvement des échantillons ? Merci d'indiquer si vous externalisez votre collecte d'échantillons.

Valeur numérique minimale autorisée : 0

[11] Agents de contrôle du dopage

[3] Agents de collecte de sang

[6] Escortes/chaperons

[0] Not applicable (e.g. testing is outsourced)

[] Donnée indisponible

15. Utilisation des laboratoires de l'AMA

Quels sont les laboratoires accrédités ou approuvés par l'AMA utilisés pour l'analyse des échantillons collectés par votre ONAD en tant qu'autorité de contrôle dans le cadre de votre programme national de contrôle en 2024 ? Veuillez énumérer tous ceux qui s'appliquent, y compris le laboratoire de votre propre pays.

	Ville ou pays
Indiquer tous les laboratoires concernés	Cologne. Germany. Seibersdorf. Austria

[] Donnée indisponible

16. Statistiques de contrôle

Combien d'échantillons ont été collectés en 2024 dans le cadre de votre programme national de contrôles ?

	Urine	Sang (y compris PBA et GSS)
Échantillons en compétition Valeur numérique minimale autorisée : 0	314	0
Échantillons hors compétition Valeur numérique minimale autorisée : 0	469	0

17. Contrôles des mineures

Sur le nombre total d'échantillons mentionnés à la Q16, combien ont-ils été effectués sur des mineures (personnes de moins de 18 ans)

[137] Nombre d'échantillons d'urine en provenance de mineures

[0] Nombre d'échantillons de sang en provenance de mineur.es

[0] Comment

[] Donnée indisponible

18. Contrôles à l'étranger

Avez-vous contrôlé (de manière directe ou en faisant appel à des tiers délégués) des sportifs sous votre autorité qui résident ou s'entraînent à l'étranger ?

() Oui

(X) Pas en 2024, mais nous avons l'autorisation de le faire

() Non, nous n'avons pas l'autorisation de le faire / commentaire

19. Système disciplinaire

Dans quelle mesure votre pays a-t-il mis en œuvre la recommandation sur les principes généraux d'une procédure équitable applicable aux contentieux antidopage dans le sport (veuillez consulter l'onglet d'informations ci-dessus)

- (X) Entièrement mis en œuvre
 () Partiellement mis en œuvre
 () Nullement mis en œuvre

20. Processus d'audience

Veuillez fournir des renseignements complémentaires sur les audiences :

L'instance d'audition est-elle indépendante et impartiale ?

- (X) Oui
 () Non

Le droit à une défense effective est-il assuré, p. ex. présomption d'innocence, pouvoir être conseillé, avoir suffisamment de temps pour préparer sa défense, être assisté d'une interprète, pouvoir convoquer des témoins ou des expertes ?

- (X) Oui
 () Non

Quelle partie supporte les dépens de la procédure? Par exemple, l'athlète ou une autre personne sanctionnée, l'ONAD, selon la décision d'une commission, une entité tierce ?

- (X) Veuillez décrire NADO

Existe-t-il un mécanisme d'aide juridictionnelle gratuite (éventuellement sous certaines conditions) ?

- () Oui
 (X) Non

21. L'audition publique

Comment le principe de l'audition publique est-il mis en œuvre dans votre pays ?

- () L'audition publique est accordée par défaut sans limitation
 () L'audition publique est accordée par défaut, mais peut être tenue à huis clos sur décision de l'instance d'audience
 () Les audiences se tiennent à huis clos, mais les athlètes/personnes accusées peuvent demander une audition publique
 (X) Les audition se tiennent uniquement à huis clos

22. VRAD management

Veuillez décrire la procédure de traitement des violations des règles antidopage VRAD, y compris la procédure d'appel. S'il n'y a pas eu de changement depuis 2023, vous pouvez copier le texte de l'année précédente (voir le bouton en haut à droite de la fenêtre). Décrivez, téléchargez les documents ou ajoutez le lien vers le contenu pertinent.

Décrivez, téléchargez les documents ou ajoutez le lien vers le contenu pertinent RESULTS MANAGEMENT: APPEALS

13.1 Decisions Subject to Appeal

Decisions made under the Code or these Anti-Doping Rules may be appealed as set forth below in Articles 13.2 through 13.7 or as otherwise provided in these Anti-Doping Rules, the Code or the International Standards. Such decisions shall remain in effect while

under appeal unless the appellate body orders otherwise.

13.1.1 Scope of Review Not Limited

The scope of review on appeal includes all issues relevant to the matter and is expressly not limited to the issues or scope of review before the initial decision maker. Any party to the appeal may submit evidence, legal arguments and claims that were not raised in the first instance hearing so long as they arise from the same cause of action or same general facts or circumstances raised or addressed in the first instance hearing.

13.1.2 CAS Shall Not Defer to the Findings Being Appealed

In making its decision, CAS shall not give deference to the discretion exercised by the body whose decision is being appealed.

13.1.3 WADA Not Required to Exhaust Internal Remedies

Where WADA has a right to appeal under Article 13 and no other party has appealed a final decision within GADA's process, WADA may appeal such decision directly to CAS without having to exhaust other remedies in GADA's process.

13.2 Appeals from Decisions Regarding Anti-Doping Rule Violations, Consequences, Provisional Suspensions, Implementation of Decisions and Authority

A decision that an anti-doping rule violation was committed, a decision imposing Consequences or not imposing Consequences for an anti-doping rule violation, or a decision that no anti-doping rule violation was committed; a decision that an anti-doping rule violation proceeding cannot go forward for procedural reasons (including, for example, prescription); a decision by WADA not to grant an exception to the six (6) months notice requirement for a retired Athlete to return to competition under Article 5.6.1; a decision by WADA assigning Results Management under Article 7.1 of the Code; a decision by GADA not to bring forward an Adverse Analytical Finding or an Atypical Finding as an anti-doping rule violation, or a decision not to go forward with an anti-doping rule violation after an investigation in accordance with the International Standard for Results Management; a decision to impose, or lift, a Provisional Suspension as a result of a Provisional Hearing; GADA's failure to comply with Article 7.4; a decision that GADA lacks authority to rule on an alleged anti-doping rule violation or its Consequences; a decision to suspend, or not suspend, Consequences or to reinstate, or not reinstate, Consequences under Article 10.7.1; failure to comply with Articles 7.1.4 and 7.1.5 of the Code; failure to comply with Article 10.8.1; a decision under Article 10.14.3; a decision by GADA not to implement another Anti-Doping Organization's decision under Article 15; and a decision under Article 27.3 of the Code may be appealed exclusively as provided in this Article 13.2.

13.2.1 Appeals Involving International-Level Athletes or International Events

In cases arising from participation in an International Event or in cases involving International-Level Athletes, the decision may be appealed exclusively to CAS.

13.2.2 Appeals Involving Other Athletes or Other Persons

In cases where Article 13.2.1 is not applicable, the decision may be appealed to the Georgian Anti-Doping Appeal Panel. The appeal process shall be carried out in accordance with the International Standard for Results Management.

13.2.2.1 Hearings before the Georgian Anti-Doping Appeal Panel

13.2.2.1.1 The Georgian Anti-Doping Appeal Panel shall consist of an independent Chair and four (4) other independent members.

13.2.2.1.2 Each member shall be appointed by taking into consideration their requisite anti-doping experience including their legal, sports, medical and/or scientific expertise. Each member shall be appointed for a once renewable term of four (4) years.

13.2.2.1.3 The appointed members shall be Operationally and Institutionally Independent. Board members, staff members, commission members, consultants and officials of GADA or its affiliates (such as a Delegated Third Party), as well as any Person involved in the investigation, pre-adjudication or Results Management of the matter, cannot be appointed as members and/or clerks of the Georgian Anti-Doping Appeal Panel. In particular, no member shall have previously considered any TUE application, Results Management decision, first instance, or appeal involving the same Athlete in a given case.

13.2.2.1.4 The Georgian Anti-Doping Appeal Panel shall be in a position to conduct the hearing and decision-making process without interference from GADA or any third party.

13.2.2.1.5 If a member appointed by the Chair to hear a case is unwilling or unable, for whatever reason, to hear the case, the Chair may appoint a replacement or appoint a new hearing panel.

13.2.2.1.6 The Georgian Anti-Doping Appeal Panel has the power, at its absolute discretion, to appoint an expert to assist or advise the panel.

13.2.2.1.7 The International Federation, the National Federation concerned, the National Olympic Committee, if not a party (or parties) to the proceedings, and WADA each have the right to attend hearings of the Georgian Anti-Doping Appeal Panel as an observer.

13.2.2.1.8 Hearings pursuant to this Article should be completed as expeditiously as possible. Hearings held in connection with Events may be conducted on an expedited basis.

13.2.2.2 Proceedings of the Georgian Anti-Doping Appeal Panel

13.2.2.2.1 The proceedings of the Georgian Anti-Doping Appeal Panel shall respect the principles described in Articles 8, 9, and 10 of the International Standard for Results Management.

13.2.2.2.2 The Chair shall appoint three (3) members (which may include the Chair) to hear the appeal. When hearing an appeal, one (1) panel member shall be a qualified lawyer, with no less than three (3) years of relevant legal experience, and one (1) panel member shall be a qualified medical practitioner, with no less than three (3) years of relevant medical experience.

13.2.2.2.3 Upon appointment by the Chair as a member of the Georgian Anti-Doping Appeal Panel, each member must also sign a declaration that there are no facts or circumstances known to him or her which might call into question their impartiality in the eyes of any of the parties, other than those circumstances disclosed in the declaration.

13.2.2.2.4 The appellant shall present his/her case and the respondent party or parties shall present his/her/their case(s) in reply.

13.2.2.2.5 If any party or his/her representative fail to attend a hearing after notification, the hearing may nevertheless proceed.

13.2.2.2.6 Each party shall have the right to be represented by counsel at a hearing at that party's own expense.

13.2.2.2.7 Each party shall have the right to an interpreter at the hearing at that party's expense.

13.2.2.2.8 Each party to the proceedings has the right to access and present relevant evidence, to submit written and oral submissions, and to call and examine witnesses.

13.2.2.3 Decisions of the Georgian Anti-Doping Appeal Panel

13.2.2.3.1 At the end of the hearing, or promptly thereafter, the Georgian Anti-Doping Appeal Panel shall issue a written, dated and signed decision that respects the principles of Article 9 of the International Standard for Results Management.

13.2.2.3.2 The decision shall notably include the full reasons for the decision and for any period of Ineligibility imposed, including (if applicable) a justification for why the maximum potential sanction was not imposed.

13.2.2.3.3 GADA shall notify the decision to the Athlete or other Person, to his or her National Federation, and to Anti-Doping Organizations with a right to appeal under Article 13.2.3, and shall promptly report it into ADAMS.

13.2.2.3.4 The decision may be appealed as provided in Article 13.2.3 and Publicly Disclosed as provided in Article 14.3.

13.2.3 Persons Entitled to Appeal

13.2.3.1 Appeals Involving International-Level Athletes or International Events

In cases under Article 13.2.1, the following parties shall have the right to appeal to CAS: (a) the Athlete or other Person who is the subject of the decision being appealed; (b) the other party to the case in which the decision was rendered; (c) the relevant International Federation; (d) GADA and (if different) the National Anti-Doping Organization of the Person's country of residence or countries where the Person is a national or license holder; (e) the International Olympic Committee or International Paralympic Committee, as applicable, where the decision may have an effect in relation to the Olympic Games or Paralympic Games, including decisions affecting eligibility for the Olympic Games or Paralympic Games; and (f) WADA.

13.2.3.2 Appeals Involving Other Athletes or Other Persons

In cases under Article 13.2.2, the following parties shall have the right to appeal: (a) the Athlete or other Person who is the subject of the decision being appealed; (b) the other party to the case in which the decision was rendered; (c) the relevant International Federation; (d) GADA and (if different) the National Anti-Doping Organization of the Person's country of residence or countries where the Person is a national or license holder; (e) the International Olympic Committee or International Paralympic Committee, as applicable, where the decision may have an effect in relation to the Olympic Games or Paralympic Games, including decisions affecting eligibility for the Olympic Games or Paralympic Games; and (f) WADA.

For cases under Article 13.2.2, WADA, the International Olympic Committee, the International Paralympic Committee, and the relevant International Federation shall also have the right to appeal to CAS with respect to the decision of the Georgian Anti-Doping Appeal Panel.

Any party filing an appeal shall be entitled to assistance from CAS to obtain all relevant information from the Anti-Doping Organization whose decision is being appealed and the information shall be provided if CAS so directs.

13.2.3.3 Duty to Notify

All parties to any CAS appeal must ensure that WADA and all other parties with a right to appeal have been given timely notice of the appeal.

13.2.3.4 Appeal from Imposition of Provisional Suspension

Notwithstanding any other provision herein, the only Person who may appeal from the imposition of a Provisional Suspension is the

Athlete or other Person upon whom the Provisional Suspension is imposed.

13.2.3.5 Appeal from Decisions under Article 12

Decisions by GADA pursuant to Article 12 may be appealed exclusively to CAS by the National Federation or other body.

13.2.4 Cross Appeals and other Subsequent Appeals Allowed

Cross appeals and other subsequent appeals by any respondent named in cases brought to CAS under the Code are specifically permitted. Any party with a right to appeal under this Article 13 must file a cross appeal or subsequent appeal at the latest with the party's answer.

13.3 Failure to Render a Timely Decision by GADA

Where, in a particular case, GADA fails to render a decision with respect to whether an anti-doping rule violation was committed within a reasonable deadline set by WADA, WADA may elect to appeal directly to CAS as if GADA had rendered a decision finding no anti-doping rule violation. If the CAS hearing panel determines that an anti-doping rule violation was committed and that WADA acted reasonably in electing to appeal directly to CAS, then WADA's costs and attorney fees in prosecuting the appeal shall be reimbursed to WADA by GADA.

13.4 Appeals Relating to TUEs

TUE decisions may be appealed exclusively as provided in Article 4.4.

13.5 Notification of Appeal Decisions

GADA shall promptly provide the appeal decision to the Athlete or other Person and to the other Anti-Doping Organizations that would have been entitled to appeal under Article 13.2.3 as provided under Article 14.2.

13.6 Time for Filing Appeals

13.6.1 Appeals to CAS

The time to file an appeal to CAS shall be twenty-one (21) days from the date of receipt of the decision by the appealing party. The above notwithstanding, the following shall apply in connection with appeals filed by a party entitled to appeal but which was not a party to the proceedings that led to the decision being appealed:

(a) Within fifteen (15) days from the notice of the decision, such party/ies shall have the right to request a copy of the full case file pertaining to the decision from the Anti-Doping Organization that had Results Management authority;

(b) If such a request is made within the fifteen (15) day period, then the party making such request shall have twenty-one (21) days from receipt of the file to file an appeal to CAS.

The above notwithstanding, the filing deadline for an appeal filed by WADA shall be the later of:

(a) Twenty-one (21) days after the last day on which any other party having a right to appeal could have appealed, or

(b) Twenty-one (21) days after WADA's receipt of the complete file relating to the decision.

13.6.2 Appeals Under Article 13.2.2

The time to file an appeal to the Georgian Anti-Doping Appeal Panel shall be twenty-one (21) days from the date of receipt of the decision by the appealing party. The above notwithstanding, the following shall apply in connection with appeals filed by a party entitled to appeal but which was not a party to the proceedings having led to the decision subject to appeal:

(a) Within fifteen (15) days from notice of the decision, such party/ies shall have the right to request a copy of the full case file pertaining to the decision from the Anti-Doping Organization that had Results Management authority;

(b) If such a request is made within the fifteen (15) day period, then the party making such request shall have twenty-one (21) days from receipt of the file to file an appeal to the National Anti-Doping Appeal Panel.

The above notwithstanding, the filing deadline for an appeal filed by WADA shall be the later of:

(a) Twenty-one (21) days after the last day on which any other party having a right to appeal could have appealed, or

(b) Twenty-one (21) days after WADA's receipt of the complete file relating to the decision.

[] Donnée indisponible

23. Violation des règles antidopage



Combien de cas de violations des règles antidopage ont été initiés en 2024 et combien de ces cas initiés ont abouti à l'imposition d'une sanction ?

	Cas initiés en 2024, combien	ont donné lieu à une sanction	n'ayant donné lieu à aucune sanction	sont en cours
Présence d'une substance interdite Valeur numérique minimale autorisée : 0	5	4	0	1
Usage ou tentative d'usage Valeur numérique minimale autorisée : 0	0	0	0	0
Soustraction au prélèvement d'un échantillon, refus ou défaut de se soumettre au prélèvement d'un échantillon Valeur numérique minimale autorisée : 0	0	0	0	0
Manquements aux obligations en matière de localisation Valeur numérique minimale autorisée : 0	0	0	0	0
Falsification Valeur numérique minimale autorisée : 0	0	0	0	0
Possession Valeur numérique minimale autorisée : 0	0	0	0	0

Trafic Valeur numerique minimale autorisée : 0	0	0	0	0
Administration Valeur numerique minimale autorisée : 0	0	0	0	0
Complicité Valeur numerique minimale autorisée : 0	0	0	0	0
Association prohibée Valeur numerique minimale autorisée : 0	0	0	0	0
Représailles Valeur numerique minimale autorisée : 0	0	0	0	0
Participation pendant la période d'inéligibilité ou de suspension provisoire	0	0	0	0

☐ Donnée indisponible

24. Personnes sanctionnées

Combien de personnes ont-elles fait l'objet de procédures de violation des règles antidopage en 2024 ? Le nombre total peut différer du nombre total indiqué dans la colonne 1 du tableau à la question 23, dans le cas par exemple d'une personne ayant été sanctionnée pour plus d'une infraction.

☐ 4] Nombre de procédures engagées (idem Q23 colonne 1)

☐ 0] Nombres de personnes

☐ 0] Parmi ce nombre de personnes, combien sont-elles mineures (moins de 18 ans au moment de la VRAD)

☐ Donnée indisponible

25. Coopération avec les forces de l'ordre

Quel est le type de mesures pris pour assurer la coopération entre l'ONAD et les services répressifs ?

☐ Droit, veuillez préciser

☐ Accord, veuillez préciser

☐ Activités ad hoc, veuillez préciser

☐ Autre, veuillez préciser

☒ X] Aucune

26. Sanctions pour trafic de produits dopants

Existe-t-il des peines ou des sanctions spécifiques pour la circulation illégale de substances dopantes, en plus des mesures régissant la circulation des médicaments et des stupéfiants ?

☐ Sanctions pénales, veuillez préciser

☐ Sanctions financières, veuillez préciser

☐ Sanctions administratives ou civiles, veuillez préciser

☐ Mesures disciplinaires professionnelles, veuillez préciser

[] Autres

[X] Informations non disponibles

27. Statistiques relatives au trafic de produits dopants

Les services répressifs partagent-ils avec l'ONAD les données relatives aux saisies de substances dopantes ?

() Oui, veuillez préciser combien de crises ont été signalées en 2024

(X) Non. commentaire (facultatif)

() Autre, veuillez préciser

28. Groupes cibles de l'éducation antidopage

Quels sont les groupes cibles de la lutte contre le dopage qui bénéficient de formations et dispensées par qui ?

	ONAD	Autres organismes ; veuillez les énumérer	Non ciblé en 2024
Athlètes de niveau international	[X]	[]	[]
Athlètes de niveau national	[X]	[]	[]
Jeunes athlètes	[X]	[]	[]
Enfants / Sport scolaire	[]	[]	[]
Athlètes de sports récréatifs	[]	[]	[]
Athlètes ayant purgé une sanction	[X]	[]	[]
Entraîneurs, formateurs	[X]	[]	[]
Administrateurs sportifs, officiels, managers, agents	[X]	[]	[]
Professionnels médicaux / paramédicaux	[X]	[]	[]
Personnel de l'équipe/membres d'une délégation lors d'un événement majeur	[X]	[]	[]
Parents	[]	[]	[]
Corps enseignant (scolaire et universitaire)	[]	[]	[]
Corps étudiant universitaire	[]	[]	[]
Sponsors commerciaux	[]	[]	[]
Médias, journalistes	[]	[]	[]

29. Éducation antidopage obligatoire

Le suivi d'un programme national d'éducation antidopage (confirmation d'une formation en présentiel, certificat d'apprentissage en ligne ou similaire) est-il obligatoire pour une partie de votre structure sportive ?

() Non, l'éducation antidopage est sur base du volontariat

(X) Oui, c'est obligatoire pour certains groupes d'athlètes et de personnel d'encadrement (par exemple, l'équipe olympique et paralympique), veuillez préciser RTP athletes. All members of national Olympic and Paralympic teams

() Autres

30. Compléments alimentaires



Quelles sont les mesures prises pour résoudre les problèmes liés aux compléments alimentaires dans le sport ?

[] Restreindre leur disponibilité

[] Contrôler leur production

[] Fournir une certification de qualité

[] Étiquetage complet

[] Limiter la publicité et la promotion

[X] Mesures éducatives et d'information

[] Autre, veuillez préciser :

31. Recherche antidopage



Des recherches sur la lutte contre le dopage ont-elles été entreprises ou soutenues ?

() Oui; commentaire (facultatif)

(X) Oui, dans une certaine mesure ; commentaire (facultatif) The Ministry allocates funding for anti-doping social research projects.

() Non ; commentaire (facultatif)

32. Thèmes des travaux de recherche en matière de lutte contre le dopage



Si pertinent, quels sont les domaines de la recherche antidopage ?

[X] Prévention du dopage

[] Méthodes de détection

[X] Sciences sociales, y compris les aspects comportementaux et sociaux du dopage

[] Conséquences du dopage sur la santé

[] Programmes d'entraînement physiologique et psychologique

[] Substances ou méthodes émergentes

[] Méthodes de contrôle alternatives

[] Aucun

[] Autre

33. Publication de la recherche antidopage



Si pertinent, combien d'articles reprenant les résultats de cette recherche ont été publiés dans des revues scientifiques évaluées

par les pairs ? Veuillez télécharger un résumé ou partager des liens vers des ressources, le cas échéant.

[1] en 2024

[] Donnée indisponible

Pièces-jointes

-  BATTLE AGAINST DOPING IN GEORGIA. BASIC BIOSOCIAL AND ETHICAL ASPECTS.pdf
-  BATTLE AGAINST DOPING IN GEORGIA: BASIC BIOSOCIAL AND ETHICAL ASPECTS : <https://Teimuraz Ukleba1, Ramaz Shengelia2, Nino Durglishvili3 Proc. Georgian Nat. Acad. Sci., Biomed. Series, 2024, vol. 50, No 1-3>

34. Accords internationaux



Votre pays a-t-il signé de nouveaux accords de coopération en 2024 avec d'autres organisations antidopage (OAD) ou des accords antidopage avec d'autres organisations ou États?

() Oui, veuillez expliquer ou télécharger le document ou fournir un lien

(X) Non